

« Rupture écologique » : une sécheresse inédite et un gouvernement qui sacrifie les ressources en eau

6 AOÛT 2026**CLIMAT**

Tout le monde l'a constaté, le mois de juillet 2026 est le mois le plus chaud jamais enregistré en France : 5,2°C au-dessus des moyennes, et jusqu'à 7°C pour les régions allant de la Bretagne jusqu'au Limousin. Nous subissons les canicules les plus dures depuis le début des mesures, mais c'est aussi l'épisode le plus sec qu'ait connu la France contemporaine.

Une sécheresse inédite à la moitié de l'été

Ce chiffre vertigineux d'abord : d'après l'Office Français de la Biodiversité, le 1er août 2026, 43% des petits cours d'eau français sont en rupture d'écoulement voire «d'assecs», c'est-à-dire que l'eau ne coule plus dans son lit. C'est près de la moitié de tous nos ruisseaux et rivières dont l'eau a totalement disparu par endroits, soit 1373 cours d'eau. C'est 554 de plus qu'en juin, et deux fois plus que l'année dernière. Cette situation est tout simplement jamais vue, et dépasse déjà la sécheresse de 2022, qui était considérée comme une année extrêmement sèche, alors que nous ne sommes qu'à la moitié de l'été.

Concrètement, là où l'écoulement s'arrête, la totalité des espèces aquatiques sont anéanties : poissons, insectes, algues... Et lorsque la rivière ne s'assèche pas totalement, les débits sont si faibles que l'eau se réchauffe très vite, que la pollution se concentre, que l'oxygène diminue, entraînant là encore une très forte mortalité des espèces vivantes. À l'échelle locale, c'est une catastrophe pour la microfaune et la microflore. Le géographe anarchiste Élisée Reclus avait publié il y a 150 ans un livre magnifique intitulé «Histoire d'un ruisseau», s'émerveillant d'un cours d'eau, de sa complexité, de la vie qu'il charrie de la source à l'océan. S'il avait pu imaginer que près de la moitié des ruisseaux seraient asséchés un jour, il aurait cru à un cauchemar. Le climatologue Serge Zaka parle de «rupture écologique».

Les grands fleuves pas épargnés

Cette sécheresse concerne aussi les plus grands fleuves : la Loire, qui traverse la France sur 1000 kilomètres, souffre énormément. Son étiage, c'est-à-dire son débit minimal, n'a jamais été aussi faible, et de nombreux bras secondaires du fleuve sont totalement asséchés, notamment en amont de Nantes. Et la situation pourrait être pire : le débit de la Loire est artificiellement maintenu au-dessus du seuil critique grâce à des réservoirs qui relâchent leur eau pour que l'étiage reste correct. Sinon, le plus grand fleuve de France aurait déjà commencé à rompre son écoulement en continu ! Le «débit naturel» a déjà atteint son «minimum historique» selon la DREAL – Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Plusieurs centrales nucléaires et grandes villes dépendent directement de la Loire pour continuer à fonctionner.

Un autre grand fleuve, la Seine, est aussi sous perfusion. Il faut savoir que la moitié de son débit provient de réservoirs installés en amont, en Champagne et en Bourgogne, qui lui

permettent de garder un flux suffisant et donnent l'illusion qu'elle coule encore normalement.

Les sols sont encore plus secs qu'en 2022, année d'incendies traumatisants. Les couches superficielles de terre sont désormais totalement arides, ce qui est catastrophique pour la végétation. Tout le monde a vu l'herbe jaunir depuis des semaines, et les potagers mourir, mais les forêts aussi souffrent énormément, les arbres perdent leurs feuilles afin de s'économiser et survivre.

Le 20 juillet, il s'agissait de la plus grave sécheresse des sols depuis le début des mesures en 1947. Pour cause, le déficit en pluie s'élève à 70% en juillet. Sur toute une partie allant de l'Ouest de la France à l'Occitanie, il n'a tout simplement pas plu une goutte pendant plus d'un mois. La station de Dunkerque enregistre zéro millimètre de précipitation. Cela s'accompagne d'un «excédent d'ensoleillement de 35%» en moyenne sur le pays. Météo France souligne que «l'absence de précipitations, combinée à un fort rayonnement et à des températures très élevées accentue la dynamique d'assèchement et la demande en eau des végétaux». Certaines communes, par exemple en Côte-d'Or, ont besoin de camions citernes pour se ravitailler en eau.

Quand le gouvernement fonce dans le mur

Face à cela, que fait le gouvernement ? Il empire la situation. L'Assemblée vient de voter une «loi d'urgence agricole» calquée sur les volontés de l'agro-industrie, qui affaiblit la gestion des ressources en eau. Le texte supprime plusieurs mesures de préservation de l'eau et réduit la prise en compte des pollutions chimiques prévue pour identifier les captages d'eau à protéger en priorité. La loi menace également les zones humides françaises, dont la définition légale est modifiée, facilitant leur destruction. Pourtant, la

moitié des zones humides ont déjà disparu en quelques décennies, alors qu'elles sont essentielles pour absorber les pluies en hiver et atténuer les sécheresses en été, mais aussi capter l'excédent de chaleur. Cette loi représente tout ce qu'il ne faut pas faire face au dérèglement climatique.

Dans son budget 2026, le gouvernement a aussi diminué les moyens alloués à l'Office Français de la Biodiversité (OFB) de 26 millions d'euros. Une coupe budgétaire qui prive l'organisme de près de 4,5% de ses fonds annuels. Si on casse le thermomètre, on ne peut pas être tenu pour responsable de la montée en température...